

Michel MANGENOT
Une Europe improbable.
Les hauts fonctionnaires français dans
la construction européenne 1948-1992

RESUME DE LA THESE

Cette thèse s'inscrit, au sein de la science politique française, dans le cadre du renouveau des études sur la construction européenne. Il s'agit de sortir d'un certain dualisme, très politiquement connoté, qui a longtemps structuré les recherches sur l'Europe et qui, à travers l'intergouvernementalisme et le fonctionnalisme, a opposé l'Etat aux institutions européennes et les bureaucraties nationales à une technocratie supranationale. L'étude d'un groupe est apparue comme le moyen de concilier ces deux «points de vue» et de s'interroger concrètement sur «qu'est-ce que faire l'Europe ?». Le groupe choisi, parce qu'il est statutairement lié à l'Etat et qu'il a vu certains de ses membres s'engager dans la construction de l'Europe, est celui des hauts fonctionnaires français, groupe qui a, de plus, disparu de l'agenda de la recherche depuis une quinzaine d'années.

Pour saisir la nature des investissements des membres de la haute administration française dans la dynamique européenne, il est vite apparu qu'il fallait déconstruire la chronologie traditionnelle et élargir le champ de l'investigation. L'étude des années 1948 à 1955, entendues comme une pré-histoire, a permis de suivre la formation d'une configuration spécifique de (sous)groupes structurés autour des enjeux européens. C'est la présentation de l'Europe comme projet *sui generis* ou processus linéaire qui n'a pas résisté à l'analyse ; on a mis au jour, au contraire, des constructions multiples obéissant à des logiques variées non strictement «européennes». Ce retour à la genèse a remis alors en cause l'affirmation, non vérifiée scientifiquement mais pourtant communément admise, des réticences de la haute fonction publique française face à la construction européenne jusqu'au milieu des années 1980. Les engagements initiaux des premières équipes françaises ont été en fait nombreux mais ils ont été contrariés par le développement de l'Europe communautaire, expliquant ainsi que l'investissement dans les institutions de la CEE se soit opéré, jusqu'à l'arrivée de Jacques Delors à Bruxelles, par les marges. La question de l'origine socio-politique des institutions européennes s'est ainsi trouvée posée. De nombreux témoignages mettent en effet en lumière l'orientation libérale des premiers fonctionnaires européens, marginalisés dans leur administration où triomphent après-guerre les doctrines keynésiennes et le modèle du Plan.

Nous avons montré enfin comment, parallèlement, l'Europe prenait forme en France dans des concurrences préexistantes entre différents pôles de la haute administration, principalement entre hauts fonctionnaires des Finances et diplomates. Ces grands corps, traversés eux-mêmes de nouvelles et fortes tensions internes, contribuèrent à inventer, entre Paris et Bruxelles, l'espace de la politique européenne. Loin d'être figé, cet espace s'est renouvelé, engageant à la fin des années 1980 le Conseil d'Etat et, à un autre niveau, l'ENA, qui tentent alors de se réappropriier l'Europe.

CURRICULUM VITAE

Michel Mangenot

e-mail : mangenot@noos.fr

Post-doctorant au Groupe de sociologie politique européenne
de l'Institut d'études politiques de Strasbourg

Formation et titres universitaires

— **Doctorat de science politique**, thèse soutenue le 21 décembre 2000 à l'Université Robert Schuman de Strasbourg, avec la mention Très Honorable avec félicitations.

Jury composé de M. Renaud Dorandeu, directeur de l'Institut d'études politiques, président du jury ; Mme Brigitte Gaïti, professeur à l'Université de Poitiers, directeur de thèse ; M. Didier Georgakakis, maître de conférences à l'Université Robert Schuman ; Mme Marie-Christine Kessler, directeur de recherche au CNRS ; M. Christian Lequesne, directeur de recherche à la FNSP, directeur adjoint du CERI et M. Yves Poirmeur, professeur à l'Université de Versailles Saint-Quentin.

— **DEA de science politique** «L'Union européenne : institutions, territoires et politiques publiques», Institut d'études politiques de Strasbourg, mention Bien (1995)

— **Maîtrise de science politique**, Université Robert Schuman de Strasbourg (1994)

— Licence d'Histoire, Université Marc Bloch de Strasbourg (1993)

Parcours professionnel

Attaché temporaire d'enseignement et de recherche en science politique à la Faculté de droit, de sciences politiques et de gestion de Strasbourg (1998-2000)

Moniteur d'enseignement supérieur à l'Université Robert Schuman de Strasbourg, Centre d'Initiation à l'Enseignement Supérieur d'Alsace (1996-1998)

Allocataire de recherche à l'Institut d'études politiques de Strasbourg (1995-1998)

Enseignement

Conférences de méthode de science politique de l'Europe, troisième année de diplôme, section «Relations internationales», Institut d'études politiques de Strasbourg, 1998-2000.

Travaux dirigés de droit constitutionnel et d'institutions politiques, première année de DEUG mention Droit, Faculté de droit, de sciences politiques et de gestion de Strasbourg, 1996-2000.

Publications

- «La revendication d'une paternité. Les hauts fonctionnaires français et le "style" administratif de la Commission européenne 1958-1988», *Pôle Sud. Revue de science politique de l'Europe méridionale*, n° 15, «La Commission européenne et la politique», octobre 2001.

- «La formation à l'Europe des hauts fonctionnaires des Finances français entre économie mondiale et planification nationale» in Poidevin (Raymond), Girault (René), dir., *Le rôle des ministères des Finances et des ministères de l'Economie dans la construction européenne (1957-1978)*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2001.

- «"L'entrée en technocratie" : le concours de l'ENA et les transformations du modèle du haut fonctionnaire» in Dubois (Vincent), Dulong (Delphine), dir., *La question technocratique. De*

l'invention d'une figure aux transformations de l'action publique, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 1999.

- «Une école européenne d'administration ? L'improbable conversion de l'ENA à l'Europe», *Politix. Revue des sciences sociales du politique*, n°43, «L'Europe en formation(s)», troisième trimestre 1998.

Communications à des colloques

- «La construction sociale de l'Europe. L'interprétation du référendum de Maastricht de 1992 en France» (en anglais), *Crise des modèles et modèles de crise. Rencontres franco-finlandaises sur l'Europe et son devenir*, 10-11 mars 2000, «La démocratie face à la mondialisation», Départements de science politique et de sociologie, Université d'Helsinki, Finlande.

- «Un réseau transnational francophone : les anciens élèves étrangers de l'École nationale d'administration», *La francophonie internationale et la mondialisation. Un univers de réseaux*, 25-26 mars 1999, Université de Moncton, Nouveau-Brunswick, Canada, à paraître.

Article de presse

«9 mai 1950 ou 18 avril 1951 : Quel anniversaire, pour quelle Europe ? », *Dernières Nouvelles d'Alsace*, 11 mai 2001.